



## Que tout le monde le lise : Le Sénat vote la déclassification des renseignements américains sur les origines de la COVID

Le sénateur Josh Hawley (R-Mo.), co-sponsor d'un projet de loi qui exigerait de l'administration Biden qu'elle déclassifie tous les renseignements et documents relatifs aux origines de la COVID-19, a déclaré qu'« il est grand temps » de montrer au peuple américain ce que le gouvernement possède.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2023

[The Defender](#) 3 mars 2023

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Le Sénat américain a adopté mercredi à l'unanimité un projet de loi qui obligerait l'administration Biden à déclassifier tous les renseignements et documents relatifs aux [origines de la COVID-19](#).

La [COVID-19 Origin Act of 2023](#) a été présenté par les sénateurs Josh Hawley (R-Mo.) et Mike Braun (R-Ind.). Il a été adopté par consentement unanime, comme proposé par le sénateur Sherrod Brown (D-Ohio).

Le Congrès utilise le [consentement unanime](#) pour décider rapidement des questions sans passer par un vote.

Selon Fox News, la législation exigerait également que l'administration Biden et le directeur du renseignement national déclassifient tous les renseignements relatifs à l'Institut de virologie de Wuhan, l'épicentre de la « [théorie de la fuite en laboratoire](#) » de l'origine du virus.

Le projet de loi va maintenant être soumis à la Chambre des représentants, où la majorité républicaine a indiqué qu'elle l'adopterait.

Les [démocrates de la Chambre](#) s'opposent au projet de loi, arguant que c'est le pouvoir exécutif, et non le pouvoir législatif, qui doit prendre les décisions concernant la déclassification des documents de renseignement.

Ce projet de loi [a déjà été adopté par le Sénat](#) en mai 2021, [selon Politico](#). À l'époque, la Chambre n'y a pas donné suite.

Dans un tweet, Hawley a écrit :

Le Sénat américain a adopté mercredi à l'unanimité un projet de loi qui obligerait l'administration Biden à déclassifier tous les renseignements et documents relatifs aux origines de la COVID-19.

La COVID-19 Origin Act of 2023 a été présenté par les sénateurs Josh Hawley (R-Mo.) et Mike Braun (R-Ind.). Il a été adopté par consentement unanime, comme proposé par le sénateur Sherrod Brown (D-Ohio).

Le Congrès utilise le consentement unanime pour décider rapidement des questions sans passer par un vote.

Selon Fox News, la législation exigerait également que l'administration Biden et le directeur du renseignement national déclassifient tous les renseignements relatifs à l'Institut de virologie de Wuhan, l'épicentre de la « théorie de la fuite en laboratoire » de l'origine du virus.

Le projet de loi va maintenant être soumis à la Chambre des représentants, où la majorité républicaine a indiqué qu'elle l'adopterait.

Les démocrates de la Chambre s'opposent au projet de loi, arguant que c'est le pouvoir exécutif, et non le pouvoir législatif, qui doit prendre les décisions concernant la déclassification des documents de renseignement.

Ce projet de loi a déjà été adopté par le Sénat en mai 2021, selon Politico. À l'époque, la Chambre n'y a pas donné suite.

Dans un tweet, Hawley a écrit :

« Le peuple américain – il est grand temps – montrons-leur ce que le gouvernement possède. Que tout le monde voit par lui-même. Que tout le monde le lise », [a déclaré Hawley à Fox News](#) jeudi.

Dans une déclaration, [Braun a dit](#) :

« Nous devons savoir exactement ce que les responsables de la santé publique comme le [Dr \[Anthony\] Fauci](#) savaient au sujet d'une fuite de laboratoire alors qu'ils la minimisaient publiquement.

« Le peuple américain mérite la transparence, sans censure ni manipulation. Il est temps de déclassifier tout ce que nous savons sur les origines de COVID et l'Institut de virologie de Wuhan, maintenant. »

Dans des remarques séparées sur Twitter, [Braun a écrit](#) :

The Senate just unanimously passed [@HawleyMO's](#) & my bill to declassify every piece of information about the COVID lab leak.

The House needs to pass this bill to let the American people see the facts!

President Biden can't ignore this: time to let Americans decide for ourselves.

— Senator Mike Braun (@SenatorBraun) [March 2, 2023](#)

[Selon Fox News](#), le président du Caucus démocrate de la Chambre des représentants, Pete Aguilar (D-Calif.), s'est opposé au projet de loi, déclarant :

« Nous croyons qu'il faut laisser les commissions compétentes guider les discussions à venir, travailler avec l'administration et lui poser des questions difficiles.

« Et quand nous pourrons le faire d'une manière qui puisse être partagée avec le public américain, nous le ferons, mais les conversations sur la déclassification sont mieux laissées à l'exécutif. »

L'adoption du projet de loi fait suite aux déclarations du directeur du FBI soutenant la théorie de la fuite du laboratoire.

Le projet de loi a été adopté après que le [directeur du FBI, Christopher Wray](#), ait déclaré mardi à Fox News :

« Le FBI a depuis un certain temps déjà évalué que les origines de la pandémie sont très probablement un incident potentiel de laboratoire à Wuhan. Vous parlez ici d'une fuite potentielle d'un laboratoire contrôlé par le gouvernement chinois. »

Selon un [rapport de 2021 de CNN](#), le FBI, à l'époque, avait une « confiance modérée » dans la théorie de la fuite du laboratoire de Wuhan.

Dimanche, un [rapport du Wall Street Journal](#) – citant un rapport secret des services de renseignement fourni à la Maison Blanche et à certains membres du Congrès – a révélé que le [ministère de l'énergie](#) (DOE) estime désormais que la COVID-19 provient très probablement du laboratoire de Wuhan.

Le rapport de renseignement a été rendu public via une mise à jour d'un [document de renseignement déclassifié de 2021](#),

Suite à ces révélations, la sous-commission spéciale sur la pandémie de coronavirus a envoyé lundi des lettres aux personnes suivantes, [Jennifer Granholm, secrétaire du DOE](#), [Christopher Wray, directeur du FBI](#), et [Secrétaire d'État Antony Blinken](#), exigeant que leurs agences remettent les documents relatifs aux origines de COVID-19, [la recherche de gain de fonction](#), les relations avec l'Institut de virologie de Wuhan et autres, d'ici le 13 mars.

Selon le porte-parole du Conseil de sécurité nationale, John Kirby, qui s'est exprimé lors d'un point de presse lundi, le gouvernement américain n'est toujours pas parvenu à un consensus concernant les origines de la COVID-19, [rapporte Politico](#).

Kirby a dit :

« Le président a fait de la recherche des origines de la COVID une priorité dès son entrée en fonction, et il a mis en place tout un dispositif gouvernemental pour y parvenir... Il n'y a pas de consensus à l'heure actuelle au sein du gouvernement américain sur la façon exacte dont la COVID a été créé.

« La communauté du renseignement et le reste du gouvernement sont toujours en train d'examiner la question. Il n'y a pas eu de conclusion définitive, il m'est donc difficile de dire – et je ne devrais pas non plus me sentir obligé de défendre les articles de presse sur une éventuelle indication préliminaire. Ce que le président veut, ce sont des faits. »

Kirby a déclaré que l'enquête sur les origines de la COVID-19 est un effort gouvernemental complet et que Biden est tenu au courant de ce que les différentes agences de

renseignement ont découvert, selon Politico.

Il a ajouté que lorsque des informations définitives seront disponibles, Biden en informera le Congrès et le public.

Politico rapporte que le DOE a choisi de ne pas prendre position sur le rapport du Wall Street Journal, déclarant à la place, par l'intermédiaire d'un porte-parole, qu'il « continue à soutenir le travail approfondi, prudent et objectif de nos professionnels du renseignement dans l'enquête sur les origines de la COVID-19, comme l'a demandé le président ».

Les républicains du Congrès débattent toujours de la manière d'aller de l'avant après les révélations du DOE, selon un [rapport distinct de Politico](#).

Outre le projet de loi adopté par le Sénat mercredi, les propositions des législateurs républicains comprennent la programmation de séances d'information confidentielles de la Maison Blanche sur le renseignement, la création d'une commission d'enquête non partisane sur le modèle du 11 septembre 2001, l'imposition de sanctions contre la Chine et la cessation du partage de données avec les scientifiques chinois.

Le sénateur Todd Young (R-Ind.) a déclaré que les révélations du DOE renforcent « la vigilance que nous allons devoir avoir vis-à-vis de la Chine sur à peu près tous les fronts. Il faut un peu de temps pour prendre de l'élan, mais vous allez voir beaucoup de nouvelles politiques de lutte contre la Chine de la part de ce Congrès ».

A déclaré la sénatrice Susan Collins (R-Maine) :

« Nous devrions protester contre le fait que la Chine a essayé de dissimuler cette affaire, car cela a retardé notre capacité à réagir. Nous devons également examiner le type de recherches effectuées dans ce laboratoire, et déterminer s'il a bénéficié de l'argent des contribuables américains pour les soutenir, ce qui est une question ouverte à l'heure actuelle. »

Le représentant Michael Burgess (R-Texas) a déclaré à propos du DOE : « Je ne pense pas que l'on nous ait donné une histoire vraie. Alors évidemment, quand ils ont formulé cette observation, je voulais plus d'informations. »

Burgess a demandé un briefing classifié au DOE mais n'a pas encore reçu de réponse, rapporte Politico.

Suite à une [table ronde](#) mardi sur la réponse du gouvernement américain à la COVID-19, avec les déclarations de [quatre experts en santé publique](#), le [House Select Subcommittee on the Coronavirus Pandemic](#) a prévu une audience le 8 mars sur les origines de la COVID-19.

[Nicholas Burns](#), l'ambassadeur américain en Chine, a déclaré que le pays devrait être « plus honnête sur ce qui s'est passé il y a trois ans à Wuhan avec l'origine de la crise [COVID-19] ».

Ces déclarations, ainsi que les nouvelles affirmations du DOE et du FBI concernant la théorie de la fuite du laboratoire de Wuhan, ont suscité une [vive réaction du gouvernement chinois](#).

La porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Mao Ning, a critiqué les

révélations du DOE et les déclarations de Wray, les qualifiant de « manipulation politique ».

Mao a affirmé que la Chine a été « ouverte et transparente », et a déclaré que la question de l'origine de COVID-19 « ne devrait pas être politisée », ajoutant :

« Beaucoup ont soulevé des questions et des inquiétudes au sujet des bases bio-militaires américaines à [Fort Detrick](#) et dans le monde entier. Les États-Unis devraient collaborer avec l'OMS ( [World Health Organization] ) pour inviter des experts du monde entier aux États-Unis afin d'étudier la traçabilité des origines dès que possible et partager les résultats de la recherche avec la communauté internationale en temps utile, de manière ouverte et transparente.

« La Chine est le seul pays à avoir invité, plus d'une fois, des groupes d'experts de l'OMS à venir dans le pays pour mener une étude conjointe des origines. La Chine a partagé plus de données et de résultats de recherche sur l'étude des origines du SRAS-CoV-2 que tout autre pays, apportant ainsi une contribution importante à la recherche mondiale des origines. »

Dr. Anthony Fauci funded gain-of-function research at the Wuhan lab, lied to Congress about it, and now both the FBI & the Department of Energy have concluded that the coronavirus originated at the Wuhan lab.

Does that mean Dr. Anthony Fauci funded the development of COVID-19?  
[pic.twitter.com/ToCQKR91zz](https://pic.twitter.com/ToCQKR91zz)

— kanekoa.substack.com (@KanekoaTheGreat) [February 26, 2023](#)

Le journal chinois [The Global Times](#), soutenu par l'État, a récemment [mis en garde Elon Musk](#), propriétaire de Tesla, SpaceX et Twitter, après qu'il a amplifié la théorie de la fuite du laboratoire de Wuhan dans un [récent tweet](#).

L'éditorial mettait en garde Musk : « Ne mordez pas la main qui vous nourrit. » Musk a d'[importantes relations d'affaires en Chine](#).

Michael Nevradakis, Ph. D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)  
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2023

Articles Par : [Michael Nevradakis](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)